

murmures

Lettre d'information sur les dynamiques d'installations rurales en Massif central

Si mon projet m'était compté !

lettre N° 4
juin 2011

Il ne s'agit pas là de contes mais de chiffres !

Dans ce nouveau numéro de Murmures, nous nous proposons d'aborder un sujet complexe, parfois même tabou : les différentes relations à la dimension économique des projets. Sans traiter directement de l'économie (dans son contexte sociétal), nous allons ici évoquer la construction économique du projet et son accompagnement.

Nos associations d'éducation populaire et coopératives d'activité et d'emploi relèvent le défi quotidien de redonner sens aux dimensions économiques, afin que cette sphère reste au service de l'Homme et de son projet, l'empêchant ainsi de devenir une fin en soi, tournant en rond sur elle-même. Chacun qui lira ces lignes aura certainement une interprétation différente du terme économie, celui-ci étant devenu un « fourre-tout » et son utilisation étant souvent abusive. Pire, il est devenu un jargon d'experts, qui le rendent ainsi inaccessible pour la plupart d'entre nous. C'est en partant de ce constat que l'association d'éducation populaire Pivoine a organisé 3 journées de formation et d'échange pour « comprendre l'économie ». Ainsi, dans l'accompagnement à la création d'activité, il nous paraît essentiel de proposer un panel d'outils et de situations pédagogiques avec un objectif essentiel : que le porteur de projet reste maître à bord de son projet dans toutes ses dimensions.

Les chiffres, c'est compliqué !

Que ce soient ceux de la famille, de son entreprise ou encore de la France, il semblerait que les chiffres viennent d'un autre monde, qu'ils ne seraient accessibles qu'à des experts ou des savants qui auraient pour fonction de les maintenir en orbite autour de nous, experts qui, de temps en temps, proposeraient une traduction de cette langue étrangère.

Mais le porteur de projet ne serait-il pas le mieux placé pour traduire son projet en chiffres et en garantir le sens ? Au-delà d'un budget prévisionnel et d'un plan de financement, ces chiffres sont aussi le reflet de valeurs, d'une relation au travail, d'un idéal de revenu, d'une progressivité dans le montage du projet qui restent et demeurent spécifiques à chaque créateur.

Bien sûr, même s'il est directement concerné (ou parce qu'il est directement concerné), il ne pourra peut-être pas éviter certains faux-sens, contre-sens voire non-sens. Mais parce qu'il est aussi directement concerné et qu'il se sera formé et outillé, il pourra les repérer et éventuellement réorienter, parfois même annuler sa projection de départ en fonction de ses critères et de sa propre construction de sens. Il peut en fonction de ses connaissances, expériences ou besoins s'appuyer sur des compétences complémentaires matérielles ou humaines pour ce travail. Le témoignage de Thierry, présent dans ce numéro, en est une illustration.

Loin de refuser la sphère économique, au contraire, l'enjeu à relever est de la réinvestir pour proposer des alternatives, que ce soient dans nos actions d'accompagnement ou nos actions de formation, qui privilégient la coopération plutôt que la compétition, des postures de partenaire-partenaire plutôt que de prestataire-commanditaire, et la solidarité plutôt que la fatalité. Les expériences collectives de gestion et d'outillage pour maîtriser et gérer son entreprise en sont des exemples.

Sommaire

- ▶ Création d'activité et économie(s)
L'économique dans le projet, une dimension parmi d'autres...
- ▶ Vous avez dit économie sociale et solidaire ?
- ▶ Portrait
Un instituteur - boulanger - formateur
ou la pluriactivité comme voie pour la viabilité
- ▶ Des formes d'accompagnement à la gestion
- ▶ Quand l'association Pivoine décide d'organiser
« 3 journées autour de l'économie »





Création d'activité et économie(s)

L'économie dans le projet, une dimension parmi d'autres...

Avant tout, revenons à l'origine du terme économie : tiré du grec ancien oikonomía « administration du foyer », mot créé à partir de oïkos « maison » dans le sens de patrimoine et nómos « loi, coutume, usage », l'économie était donc l'art de gérer le foyer dans toutes ses dimensions : ressources humaines, alimentaires, monétaires (nous pouvons noter que l'on retrouve dans cette définition la polysémie du terme...).

Si nous « baignons » dans l'économie qui est devenue un axe central de notre organisation sociale, il convient de se poser la question du sens qu'on lui donne actuellement. Dans l'accompagnement à la création d'activité, nous considérons l'ensemble des facettes de ce terme. Nous cherchons à la fois à questionner le porteur de projet sur son rapport au travail (temps investi dans l'activité, progressivité du montage...), son rapport à l'argent (revenu idéal, revenu espéré...) mais aussi sur la façon dont il envisage de s'approprier et d'utiliser

les outils comptables et de gestion ; et tout cela en imbriquant ces dimensions relatives à l'aspect économique avec des dimensions plus

personnelles, telles que le projet de vie du créateur et les valeurs sous-tendues par le projet. Mais il semble que pour certaines structures d'accompagnement, la dimension économique, réduite aux outils de gestion, demeure centrale et soit la seule réellement importante à questionner...

Ainsi, tout au long d'un parcours à la création d'une activité en milieu rural, l'examen de la dimension économique du projet est prédominant. C'est la solidité et la viabilité économiques estimées sur la

base de prévisionnels qui incitera ou non à accompagner le projet voire à faciliter son installation sur un territoire (accès aux subventions, aux ateliers relais...). Il arrive souvent que les structures d'accompagnement considèrent que le « bon » créateur d'activité serait celui qui, armé dès les débuts de ses démarches d'un prévisionnel fiable et de capacités d'auto-financement avérées, développe un projet susceptible de lui permettre de dégager rapidement l'équivalent d'un SMIC au minimum.

Or, certains porteurs de projet n'envisagent pas la dimension économique comme centrale dans leur projet, voire la rejettent. Ils peuvent se sentir agressés par l'application d'un modèle économique enfermant qui ne correspond pas à ce qu'ils veulent faire (correspondance d'un projet de vie, d'un projet professionnel et d'un projet de territoire) considérant ainsi son application comme une perte d'authenticité. Comment aborder alors ces questions avec la personne et la faire cheminer... sans nier l'importance et la nécessité d'un revenu retiré de l'activité et la construction d'outils de gestion ?

En tant qu'accompagnateur, ce rejet doit aussi nous questionner sur ce qu'il révèle de la relation de la personne à la société et à ses propres peurs... Nous faisons l'hypothèse que le chiffrage représente une mise en danger, en renvoyant à la peur de l'échec, à son rapport à l'argent et au rapport à l'autre.

Aussi, il semble intéressant d'appréhender l'aspect économique d'un projet au sein d'un ensemble global intégrant à valeur égale d'autres dimensions (le projet de vie, le lien au territoire, son utilité sociale...). Sera alors laissé au libre choix de la personne d'évaluer selon ses propres critères, la viabilité de son projet. Identifier les finalités et les valeurs du projet permet de définir les « critères » sur lesquels pourra s'appuyer le porteur de projet pour prendre ses décisions en fonction de ce qui fait sens pour lui. Il est donc essentiel de se référer aux réels besoins économiques et sociaux de chacun, de ré-encastrier la sphère économique dans le jeu

social hors duquel l'agir économique perd toute vraie signification.

Mais ne nous leurrions pas. Entrer dans le chiffrage du projet est un moyen extrêmement pertinent (et pas seulement un but en soi) pour questionner et travailler différents aspects du projet.



Encore et toujours la progressivité

Les créateurs d'activité que nous rencontrons cherchent bien évidemment à créer leur emploi et vivre de leur activité. En ce sens, ils développent une approche économique sans pour autant systématiquement viser le profit maximal. Leur approche s'appuie toujours sur une volonté de garder un maximum d'authenticité dans le projet et sa mise en œuvre. Malgré la diversité des profils, la plupart présente une stratégie de développement similaire : pour des raisons éthiques, économiques (défaut de capital de départ par exemple) ou de prudence, ils privilégient le temps et le travail sur l'investissement. Ils construisent progressivement leur projet au rythme des entrées d'argent et des possibilités d'auto-financement et tentent de combiner des modes de financement diversifiés, ce qui ne leur permet pas ou peu de bénéficier des financements publics souvent mal adaptés à ce type de développement.

Durant la mise en place de leur projet, ces créateurs peuvent se trouver dans une situation économique précaire, parfois choisie, parfois subie, généralement



Vous avez dit économie sociale et solidaire ?

acceptée dans l'idée de développer une activité autant liée à un projet de vie et à un territoire qu'à une amélioration d'une situation financière. Ils ont aussi la capacité à mobiliser d'autres ressources, que nous pouvons considérer comme des externalités positives de leur création d'activité (échanges de savoir-faire, création d'un jardin vivrier...).

Cette approche économique met parfois à mal leur crédibilité face aux accompagnateurs et/ou aux financeurs, qui ont souvent peu de référentiel sur ce type de projet.

Économie et viabilité ?

Le mot viabilité vient du latin *via* (voie) : « où l'on circule aisément » et du français *vie* quand l'adjectif *viable* signifie « remplit les conditions nécessaires pour durer ». L'habitude veut que ces « conditions pour durer » soient ramenées à la seule condition du revenu monétaire dégagé par une activité. Ainsi viabilité est souvent confondue avec rentabilité.

Mais en référence à l'étymologie première, on voit bien que la viabilité dépasse le concept du revenu : une activité rentable peut ne pas être viable (trop pénible, trop chronophage, trop déstabilisante, trop polluante) et une activité peu rentable peut s'avérer viable car d'autres sources de revenus ou un mode de vie plus autonome viennent compenser et équilibrer, et ainsi permettre aux gens de vivre avec ce qui est nécessaire à chacun.

Créer son propre emploi viable se définit donc en fonction de ce qui convient au porteur de projet. En ce sens, il s'agit de considérer la viabilité davantage dans un système entreprise-famille que le seul système entreprise. C'est également questionner les objectifs de temps passé à l'activité, de qualité de vie et de travail souhaité... et les mettre en rapport avec les objectifs de revenus. On est souvent surpris lors de tours de table où chacun veut simplement « gagner de quoi vivre », des différences de signification de ce « de quoi vivre » : de 500 € à 2 500 € !

De plus, la viabilité n'est pas forcément immédiate ou acquise, elle peut se construire progressivement ; des projets considérés comme viables économiquement sont ainsi remis en question lorsque l'environnement paraît peu favorable. Dans certains cas, il est parfois indispensable pour des personnes de s'engager dans la réalisation d'un projet et d'en faire le deuil et/ou de le réorienter lorsqu'il s'avère non viable pour le porteur.

[suite page 4]

Économie sociale, puis économie solidaire, aujourd'hui économie sociale et solidaire...

Ce secteur regroupe trois grandes familles : les coopératives reconnues en 1867 (1906 en agriculture), les mutuelles dont la charte est publiée en 1898 et les associations définies par la loi de juillet 1901. Sont aujourd'hui parfois associées à ce secteur les fondations.

La définition de l'économie sociale et solidaire est basée exclusivement sur les statuts, lesquels garantissent le respect d'un certain nombre de principes :

- **La liberté d'adhésion** : nul ne peut être contraint d'adhérer ou de demeurer adhérent d'une structure de l'économie sociale. Nous le connaissons bien dans la vie associative mais il est aussi vrai dans les entreprises coopératives qui doivent permettre à leurs salariés coopérateurs de pouvoir quitter librement et vendre leurs parts à la coopérative.

- **La non-lucrativité individuelle** : ce principe n'interdit pas la constitution par les coopératives, mutuelles ou associations d'excédents financiers, mais il en interdit l'appropriation individuelle. Cette règle est absolue dans les associations, où aucun dividende ne peut être versé aux adhérents. Elle est relative dans les coopératives, où les salariés peuvent recevoir individuellement une part du bénéfice réalisé, sous la forme de participation ou de dividendes.

- **La gestion démocratique** : les décisions stratégiques se prennent en assemblée générale selon le principe « une personne = une voix ». Chaque membre compte pour une voix, quel que soit son apport (en capital dans une coopérative, ou en temps dans une association).

- **La mixité des ressources** : les ressources sont soit privées (coopératives et mutuelles), soit mixtes (associations). Les organismes de l'économie sociale sont indépendants des pouvoirs publics, mais ils peuvent être reconnus comme interlocuteur privilégié dans la mise en œuvre de politiques d'intérêt général (emploi, santé, développement local, citoyenneté, solidarité Nord-Sud, etc.) et avoir droit en conséquence à des subventions, des aides spécifiques à l'emploi ou des avantages fiscaux.

Par ailleurs, au cours des années 1990 (donc très récemment), les acteurs ont eu besoin de distinguer d'autres formes économiques, alternatives concrètes au capitalisme, parfois inscrites dans l'éco-

nomie sociale par leur statuts, parfois non, ajoutant à une définition juridique, des éléments portant sur la nature des activités (la notion d'utilité sociale par exemple), la manière de les exercer (la notion de gouvernance, les impacts sociaux ou environnementaux).

Un foisonnement d'initiatives se reconnaissent de l'économie solidaire, ses définitions varient, se contredisent parfois. C'est un concept récent, définis par ses acteurs donc il est bien normal que s'affrontent des tendances, des courants : certains se revendiquent de l'économie solidaire et reprochent aux grands groupes coopératifs et mutualistes, la perte de leurs valeurs sociales suite à une trop forte industrialisation, d'autres voudraient que l'économie solidaire regroupe exclusivement des structures à but non lucratif, d'autres encore souhaitent développer une économie solidaire par des activités d'utilité sociale quelle que soit la forme juridique de son exercice, d'autres, enfin, résumant l'économie solidaire à l'insertion ou l'action sociale envers les plus démunis.

Tous, par contre, s'accordent sur le fait que les acteurs de l'économie sociale et solidaire ont un enjeu fort à se reconnaître et s'organiser pour exister dans le paysage politique : l'existence des Chambres régionales de l'économie sociale (et solidaire, parfois !), CRES(S) va dans ce sens.

L'ESS en quelques chiffres...

L'Économie Sociale et Solidaire c'est 215000 établissements, qui représentent 9,2 % des entreprises françaises. L'ESS emploie 2 259 656 personnes soit près de 10 % des salariés en France : 66% sont des femmes et plus d'1 cadre sur 2 est une femme. L'ESS représente 72% des emplois dans les secteurs de l'action sociale, des activités financières et d'assurance, d'enseignement et de santé (Source : *Panorama de l'ESS 2010*, Insee, Clap, 2008).

Pour plus d'information :

- Atlas de l'économie sociale et solidaire, disponible auprès du CNCRES - www.cncres.org/
- Labo de l'économie sociale et solidaire : <http://www.lelabo-ess.org/>
- AVISE : <http://www.avise.org/>
- Nombreux sites dans chaque région, par exemple en Midi-Pyrénées : ADEPES (Agence pour le Développement et la Promotion de l'Économie Solidaire en Midi-Pyrénées) : <http://www.adepes.org/>

À nous d'accompagner... pas de juger !

L'approche économique des projets n'est pas apolitique et en ce sens, l'économiste Gunnar Myrdal soulignait que l'économie n'est « pas capable de distinguer entre énoncés scientifiques et jugements de valeurs ».

Ceci doit bien évidemment amener à questionner notre posture de formateurs et/ou accompagnateurs. Pour ne pas reproduire un schéma économique attendu, nous devons identifier les registres de valeurs que nous mobilisons au sein de notre accompagnement, car il est indispensable de donner à chacun les moyens de faire des choix sans appliquer sur le projet notre propre notion de viabilité.



Il faut savoir alerter la personne sur les risques en conservant un regard critique et vigilant. Cette idée implique que l'accompagnement d'une personne doit se construire en fonction du contexte spécifique du projet (spécificités et besoins du porteur, expériences, territoire...) et non en fonction de références économiques immuables ou de déterminismes économiques. Être accompagnateur consistera alors à avertir une personne des conséquences (fiscales, sociales...) que la faible dimension économique pourrait générer plutôt que de le guider d'autorité vers un schéma « classique » et paraissant plus sûr.

C'est en acceptant parfois le côté « hors norme » de certains porteurs de projet que

des activités a priori non viables économiquement ont pu émerger et se reproduire de territoire en territoire : pionniers de l'agriculture biologique, exploitants forestiers en traction animale, concepteurs de yourtes...

Une pédagogie d'autonomisation...

L'emploi quasi automatique d'un jargon technique, comptable et économique dans l'accompagnement à la création d'entreprise révèle une volonté de laisser aux seuls experts et initiés cette dimension des projets.

En terme de pédagogie de l'accompagnement, il importe donc de favoriser chez chacun l'acquisition d'une maîtrise d'outils permettant de définir ce qui est ou non

économiquement acceptable pour soi, d'aider à estimer le risque encouru et à prendre le temps de la réflexion.

L'accompagnement est donc l'occasion pour le porteur de projet de prendre « prise » sur toutes les dimensions du projet et en particulier celles économiques et financières. Il faut comprendre pour prendre des décisions, ce qui n'exclue pas de s'appuyer si nécessaire sur l'avis d'experts. C'est aussi l'occasion de démystifier le rapport aux chiffres, de traiter du rapport à l'argent et du lien entre économie du projet et économie familiale. C'est aussi un temps pour se former collectivement à la compréhension et à la production de ses propres documents prévisionnels, aussi

essentiels pour évaluer l'évolution du projet que pour le présenter à des partenaires ou financeurs.

Ce sont ces clés qui permettront au porteur de projet de maîtriser les conséquences économiques de son projet (statuts, possibilités de progressivité...) et de choisir de poursuivre ou de ré-orienter l'activité imaginée, voire d'arrêter. La pédagogie développée autour de la dimension économique vise d'abord à favoriser l'autonomie individuelle dans la gestion du projet.

Il ne s'agit pas forcément de devoir tout faire tout seul, mais d'avoir à l'esprit les différents aspects économiques du projet ; cela pourra aussi favoriser la délégation de certaines tâches, puisque le

porteur de projet a une maîtrise suffisante des dimensions économiques (prévisionnels, fixation des prix, gestion, etc.) pour savoir en conscience quoi et quand déléguer.

Participer à la vie économique locale

On pourrait tendre à penser qu'une part des projets accompagnés a, du fait d'un objectif de revenu modeste, une moindre participation au fonctionnement de la solidarité nationale et peut questionner la construction collective d'un projet de société. C'est pourquoi nous interrogeons par diverses manières la contribution des porteurs de projet au vivre ensemble sur un territoire ou dans la société. Rappeler l'importance des cotisations sociales (visée de solidarité) en est un exemple.

Soulignons aussi que les économistes reconnaissent l'apport des ménages aux revenus modestes à la solidarité nationale, dans le sens où tout leur revenu est ré-investi dans la consommation... Ce sont eux qui contribuent le plus à l'impôt qui constitue la principale recette de l'Etat : la TVA.

Par ailleurs, l'intervention de la puissance publique dans le fonctionnement de l'entreprise est aussi à prendre en considération : exonérations, prise en charge d'infrastructures, subventions, soutiens matériels et immatériels... Tout autant d'interventions qui rendent des activités viables par volonté politique et action de la collectivité (agriculture, énergies renouvelables...).

Pour autant, ce projet de société ne se nourrit pas qu'au travers de l'apport économique de chacun, de l'accumulation ou de la production d'intérêts ; d'autres contributions positives (appelées communément externalités positives du projet) méritent d'être relevées : le renforcement des liens sociaux, le développement d'une économie résidentielle, l'arrivée de populations nouvelles contribuant tant au maintien de services qu'aux échanges culturels et sociaux. Et gardons bien à l'esprit que ces projets souvent au faible impact économique immédiat sur un territoire sont voués à évoluer et à se développer.



Portrait

Un instituteur – boulanger – formateur ou la pluriactivité comme voie pour la viabilité

Thierry est instituteur spécialisé, installé depuis plusieurs années dans la région de Monistrol sur Loire, en Haute-Loire. Il a rénové une ancienne bâtisse et s'est pris de passion pour la boulangerie. Pendant des années, l'idée a cheminé dans sa tête et il a commencé à expérimenter la fabrication de pain, tout d'abord dans sa cuisine puis dans un petit four autoconstruit. Tout en étant instituteur à mi-temps, il construit peu à peu son projet : autoconstruction de son fournil et d'un grand four à bois à gueulard, formation à la boulangerie.

En 2008, il décide de rejoindre la coopé-

passionne et dans un rythme de vie en accord avec mes choix personnels : travailler chez moi et sur mon territoire, à mon rythme ». Mais Thierry se rend compte très vite que ce pari est difficile : « avec ce démarrage, je me suis rendu compte que le fait de ne pas atteindre mes objectifs de revenu me mettait en tension économique et également personnelle par rapport à mon projet. Je me suis aussi rendu compte que la façon dont j'envisageais mon activité de boulangerie (2 ou 3 fournées par semaine, ventes sur les marchés et AMAP¹) n'était pas forcément compatible avec mes attentes économiques ».

Face à cette situation, Thierry décide de revoir son organisation et d'envisager le projet autrement. Il reprend donc à la rentrée de septembre, une activité d'instituteur à mi-temps lui apportant une sécurité et un revenu stable et concentre sur 2 jours son activité de boulangerie. « Cela m'a poussé à repenser les choses et notamment à optimiser mon organisation et mon temps. J'ai notamment dû faire des choix en matière de commercialisation (arrêt d'un marché peu rentable, privilégier les marchés plus fréquentés et les points de vente collectifs et AMAP). Le

résultat est plutôt étonnant, j'ai conservé le même volume de chiffre d'affaire, tout en réduisant la fatigue et mes charges et en augmentant le plaisir ! ».

« Les temps d'échanges de pratiques avec les autres entrepreneurs ayant une activité de boulangerie dans Oxalis ont été très enrichissants et m'ont permis de partager mes questionnements. Je me suis rendu compte qu'ils avaient aussi pour la plupart des questionnements similaires ! Cela nous a permis d'avancer collectivement

sur l'analyse des situations, les solutions et les stratégies que chacun a trouvées. »

Malgré un rythme de travail dense avec ses deux activités, Thierry a trouvé un équilibre. Face à un objectif de revenu qui est clair pour lui, il a cherché les solutions qui permettaient de rendre viable et vivable son activité de boulangerie. « Je constate que depuis trois ans, chaque année est questionnée et l'avenir ne se planifie pas à long terme mais de six mois en six mois. Je considère finalement que c'est une liberté précieuse que d'avoir la possibilité d'ajuster, augmenter, diminuer, voire d'interrompre une des activités pour chercher l'équilibre. Ceci est possible grâce au fait que je ne suis pas tenu par une banque ou un autre organisme. Ceci est aussi possible grâce à la qualité de l'accompagnement d'Oxalis. Se sentir soutenu et ne pas être isolé, cela joue beaucoup –non pas directement pour la réussite économique– mais dans le fait de se sentir bien dans ce que l'on fait. ».

La voie de l'équilibre s'est trouvée dans la pluriactivité ; il travaille du reste à développer une activité de formation qu'il pratique par ailleurs ponctuellement et qui donnerait une nouvelle corde à son arc.

Contact :
Un petit grain – Thierry Exbrayat
Thèzenac
43210 Bas en Basset
thierry.xbrayat@orange.fr

rative Obsidienne Oxalis afin de développer une activité de fabrication et vente de pain au levain bio, pétrissage à la main, cuit au feu de bois. La deuxième année, Thierry arrête son activité d'instituteur afin de se consacrer entièrement à sa nouvelle activité. « Mon objectif était de développer suffisamment l'activité boulangerie pour pouvoir atteindre un revenu correct pour moi, dans une recherche de qualité de vie. Je souhaite pouvoir vivre de ce qui me

1) AMAP : association pour le maintien d'une agriculture paysanne. Le principe est de créer un lien direct entre producteur et consommateur.

Site : <http://www.reseau-amap.org>



Des formes d'accompagnement à la gestion

Maîtriser et analyser sa comptabilité en agriculture

dASA a proposé 4 journées de formation collective à la comptabilité et à la gestion (étalées entre décembre 2010 et mars 2011), qui ont débouché sur la constitution d'un groupe d'une dizaine d'agriculteurs souhaitant être plus autonomes sur leur comptabilité et leurs choix de gestion. Le fonctionnement adopté est simple : accompagné par 2 formateurs, chacun enregistre ses données chiffrées dans un tableur, construit des documents représentant une image fidèle de la situation financière et du résultat de l'exploitation agricole. Ces données sont ensuite présentées et discutées au sein du groupe pour orienter des choix de gestion et des choix techniques.

Ce mode de fonctionnement demande une grande confiance au sein du groupe et un rapport à l'argent sans tabous. Cette parole libre va bien au-delà de ce que repère souvent le premier regard à savoir un niveau de revenu : cela met en lumière des choix ou des problèmes techniques, éthiques, familiaux... Toutes ces problématiques sont nourries par la confrontation, les expériences et les questions de chacun des membres du groupe. Et puis, faire sa comptabilité en groupe donne un cadre, une motivation à s'atteler à quelque chose souvent perçu comme rébarbatif... et faire sa comptabilité dans la bonne humeur et en confiance, ça motive ! Le temps du repas partagé avec les produits de la ferme que chacun apporte procure un espace de convivialité supplémentaire qui est rarement associé à la comptabilité. Le groupe envisage de se structurer en AFOCG (cf ci-dessous), ou au moins de se rapprocher de ce mouvement national.

L'exemple des AFOCG

« Les agriculteurs et agricultrices rassemblés au sein des Associations de Formation Collective à la Gestion (AFOCG) ont la volonté de se former collectivement et de façon continue pour acquérir

une plus grande autonomie de décision sur leur exploitation. Ils représentent un réseau d'environ 3000 femmes et hommes, à la tête de petites et moyennes exploitations, dont les productions variées reflètent la diversité du paysage agricole français. »

L'Inter AFOCG, association nationale, anime la vie de ce réseau composé des 17 AFOCG départementales.

Pour en savoir plus : www.interafocg.org/

Accompagnement et outils de pilotage au sein de la coopérative Oxalis

La coopérative d'activité et d'emploi Oxalis met à disposition un certain nombre d'outils et d'espaces d'accompagnement et de formation sur la dimension gestion pour les entrepreneurs-salariés, qu'ils soient en démarrage d'activité (la première année) ou dans une phase de développement et de pérennisation.

Au sein de la coopérative, les entrepreneurs ne réalisent pas la saisie comptable de leurs éléments. Cette fonction est mutualisée et le pôle comptable (2 personnes) réalise cette mission pour l'ensemble des 160 coopérateurs. Par une plateforme internet, chacun a un accès personnalisé à ses comptes de gestion (qui sont en lien direct avec la comptabilité). Ils peuvent être consultés en permanence. Cependant, même si les coopérateurs sont « déchargés » de la partie comptable, les espaces d'accompagnement et de formation visent à les familiariser et à terme les rendre autonomes sur les notions de gestion afin qu'ils maîtrisent la compréhension de leurs activités. Les modules de formation à l'entrée dans la coopérative ont pour objectifs que chaque personne soit en capacité au bout de quelques mois (le délai est variable suivant les personnes) de lire et d'analyser son compte de résultat, de suivre ses paiements clients, de travailler sur un prévisionnel affiné, et dans un second temps de travailler sur le financement de son activité : trésorerie, analyse de son

BFR (besoin en fonds de roulement) et les moyens de le financer. Ces formations procurent un cadre collectif intéressant car au-delà de l'apport de connaissances techniques, elles permettent d'échanger et de travailler sur les cas concrets des personnes (les connaissances « de base » des personnes étant très variables).



Par ailleurs, un accompagnateur travaille sur un suivi de gestion avec chaque coopérateur : montage d'un prévisionnel annuel avec différentes hypothèses, suivi prévisionnel/réalisé trimestriel et définition en fonction de l'activité d'un niveau de salaire. Enfin, à partir de la production de ces chiffres, la personne travaille sur des ratios, ce que cela signifie sur l'activité, les choix et orientations stratégiques, les démarches commerciales qui peuvent en découler. Ce suivi permet à chaque personne d'être en autonomie « accompagnée » (avec un regard extérieur porté sur sa gestion) et de limiter une prise de risques. Cet accompagnement et la construction de ces outils de pilotage de l'activité permettent une réactivité dans les choix. Enfin, ils permettent à l'entrepreneur de maîtriser ses chiffres sans s'en décharger.

Quand l'association Pivoine décide d'organiser « 3 journées autour de l'économie »

L'association d'éducation populaire Pivoine a organisé du 28 au 30 janvier 2011 des rencontres autour de l'économie sur le Plateau de Millevaches et a ainsi permis à une cinquantaine de personnes de se constituer plus de « culture économique » pour avoir davantage de prise sur les situations qui les concernent. Amélie Letellier (animatrice à Pivoine) éclaire les motivations et le déroulé de ces rencontres.

Pourquoi Pivoine a-t-elle décidé d'organiser trois jours autour de l'économie ?

L'idée vient d'un ressenti commun à quelques personnes de l'équipe de Pivoine : nous sommes partis du constat que l'économie a énormément de place dans nos vies quotidiennes, que les lois économiques régissent les décisions politiques et les orientations gouvernementales.

Cette discipline complexe, devenue doctrine de spécialistes et d'initiés demeurait pour nous un ensemble assez confus d'institutions, de phénomènes et de comportements. Difficile alors de se construire une opinion étayée, d'agir et de résister.

Au fil des discussions autour de nous, nous nous sommes aperçus que ce sentiment d'ignorance et d'impuissance vis-à-vis de la sphère économique était assez répandu !

L'enjeu de ces trois journées était donc de constituer des éléments de « culture économique » pour tenter d'avoir plus de prise sur nos situations.

Quel a été l'angle d'attaque choisi ?

Il nous a semblé nécessaire de se faire une idée des principes de la science économique telle que les économistes la conçoivent aujourd'hui, saisir sur quels présupposés repose cette science, décrypter les biais et les postulats. Il s'agissait donc de s'outiller afin de mieux comprendre et être en mesure de critiquer les discours médiatiques, étatiques et politiques sur le champ économique.

L'enjeu était également de s'approprier des conceptions et d'autres systèmes de valeurs qui nous permettent d'imaginer et de mettre en place d'autres formes d'organisation.

Comment étaient organisés ces rencontres ?

Nous avons tenu à ce que ces rencontres aient lieu pendant un week-end pour que le maximum de personnes puissent participer. De plus, le programme permettait une participation libre à l'un ou l'autre temps sans obligation de tout suivre.

Nous avons essayé d'articuler des formes et des contenus variés : conférences le premier jour, jeu de l'île le deuxième jour et lectures collectives en petits groupes le dernier jour. Après un premier temps théorique, le jeu a permis de se mettre en position d'éprouver puis d'observer et analyser comment nos réactions et nos comportements sont façonnés et traversés par des logiques économiques, des logiques de pouvoir, des stratégies identitaires... Nous avons terminé en lisant des textes qui portent un autre regard sur l'économie, à partir de la philosophie, de l'anthropologie... Nous avons lu des extraits de *La part maudite*¹ de Georges Bataille, de *Naissance de la biopolitique*² de Michel Foucault ou encore *Âge de pierre, âge d'abondance*³ de Marshall Sahlins.

Les textes étaient disponibles sur une plateforme internet quelques semaines avant les « trois jours », ils sont d'ailleurs toujours consultables – vous pouvez contacter Pivoine pour y accéder.

Qui est intervenu ?

Un groupe de travail d'une petite dizaine de personnes s'est formé pour penser et organiser ces trois jours, des gens d'ici et d'ailleurs que le sujet intéresse et sur lequel ils ont travaillé. Les présentations du premier jour ont été assurées par Emmanuel Monfreux qui travaille au Pavé⁴, qui a été professeur d'économie en lycée et Gilbert Rist, professeur à l'institut de hautes études internationales et du développement⁵.

Dans quelle visée s'inscrivaient ces rencontres pour Pivoine ?

Les trois jours s'inscrivaient dans la démarche d'éducation populaire de Pivoine : partager et transmettre des savoirs dans une optique de transformation sociale. Il s'agissait particulièrement ici de nommer la tension entre être de fait dans un système capitaliste et se donner les moyens de le comprendre pour tenter d'en sortir.

Quel a été le public ?

Sur le week-end, une cinquantaine de personnes ont participé. La majorité des gens venait de toute la région Limousin, avec des profils différents ; nouveaux arrivants en cours d'installation, des gens « du cru », des étudiants... Le fait de partager les trois jours qui demandaient parfois des niveaux d'implication assez forts (par exemple pendant le jeu) ainsi que les temps informels (les repas notamment), ont permis des rencontres et la poursuite des discussions.

Qu'en est-il ressorti ? Quelles suites envisagez-vous ?

Avant tout l'envie des participants de mieux comprendre ce qui se passe dans le territoire où ils vivent au niveau économique localement, à l'échelle du territoire qu'ils habitent : les personnes intéressées travaillent à collecter des informations et à forger les outils adéquats pour organiser et transmettre ces informations. Les trois jours ont fait ressortir la science économique en tant que croyance, en éclairant les tenants et aboutissants de cette croyance : il est ressorti la volonté de pousser le champ des expériences plus loin que les alternatives convenues et admises par le système.

Les 27, 28 et 29 février Pivoine a également organisé trois jours sur les pédagogies alternatives : nous avons la volonté de continuer à organiser ce type d'événement qui nous paraît pertinent dans la mesure où c'est une occasion de mieux comprendre le monde dans lequel nous vivons, pour le remettre en question et faire émerger d'autres pratiques collectives et individuelles. Les deux thématiques à venir pour l'automne 2011 sont les souffrances psychiques et la relation à l'Etat.

1) *La part maudite*, essai de Georges Bataille de 1949, collection critique, éditions de Minuit 1967

2) *Naissance de la biopolitique*, Cours au collège de France 1978-1979 – Hautes études, de Michel Foucault, Gallimard-Seuil, 2004

3) *Âge de pierre, âge d'abondance. Économie des sociétés primitives*, préface de Pierre Clastres, NRF Gallimard, 1976, VO : *stone age economics*, 1972

4) SCOP Le Pavé : <http://www.scoplepave.org/>

5) Institut de hautes études internationales et du développement (*graduate institute of development studies*) – Genève : <http://www.graduateinstitute.ch/>

murmures est une lettre publiée par des associations et des coopératives agissant pour un milieu rural accueillant et vivant en Massif central

Les associations membres du réseau des CREFAD

Le réseau des CREFAD est la coordination nationale des associations se reconnaissant dans des valeurs communes et issues d'une histoire liée à l'Union Peuple et Culture. Ses valeurs prennent source dans le manifeste Peuple et Culture, l'Éducation populaire, la laïcité, la lutte contre les inégalités, habitudes et intolérances. Les associations membres du réseau des CREFAD interviennent en particulier dans l'accompagnement de porteurs de projets motivés par la création de leur activité, le développement local et le développement rural, l'accès de tous à la culture.

CREFAD Auvergne

Centre de Recherche, d'Étude, de Formation à l'Animation et au Développement
9 rue sous les Augustins
63000 Clermont-Ferrand
Tél. 04 73 31 50 45
Courriel : secretariat@crefadauvergne.org
<http://crefadauvergne.org>



dASA

Développement Animation Sud Auvergne
La Pardige, 53 rue de la Pardige
43100 Brioude
Tél. 04 71 74 97 81
Courriel : dasa@crefad.info
<http://crefad.info>

PIVOINE

Le bourg - 23340 Faux la Montagne
Tél. 05 55 64 71 57
Courriel : pivoine@crefad.info
Antenne Corrèze : Lauconie - 19150 Cornil
Permanence Creuse : 10 av de la République - 23200 Aubusson
<http://crefad.info>



Association membre du Réseau des CREFAD

IDEES

Ingénierie Développement Échanges
Épanouissement Social
1 rue Michelet
12400 Saint-Affrique
Tél. 05 65 49 58 67
Courriel : asso.idees@gmail.com

Les antennes de la Coopérative d'activités Oxalis

La Coopérative d'activités Oxalis accompagne des entrepreneur(e)s individuel(le)s dans un cadre collectif pour tester et pérenniser leur activité en devenant salarié(e)s puis associé(e)s de la coopérative.



Cesam-Oxalis

Antenne de la coopérative d'activités Oxalis en Limousin
2 avenue Foch
87120 Eymoutiers
Tél. 05 87 50 13 84
Courriel : cesam.oxalis@oxalis-scop.org
<http://www.cesam.oxalis-scop.org>



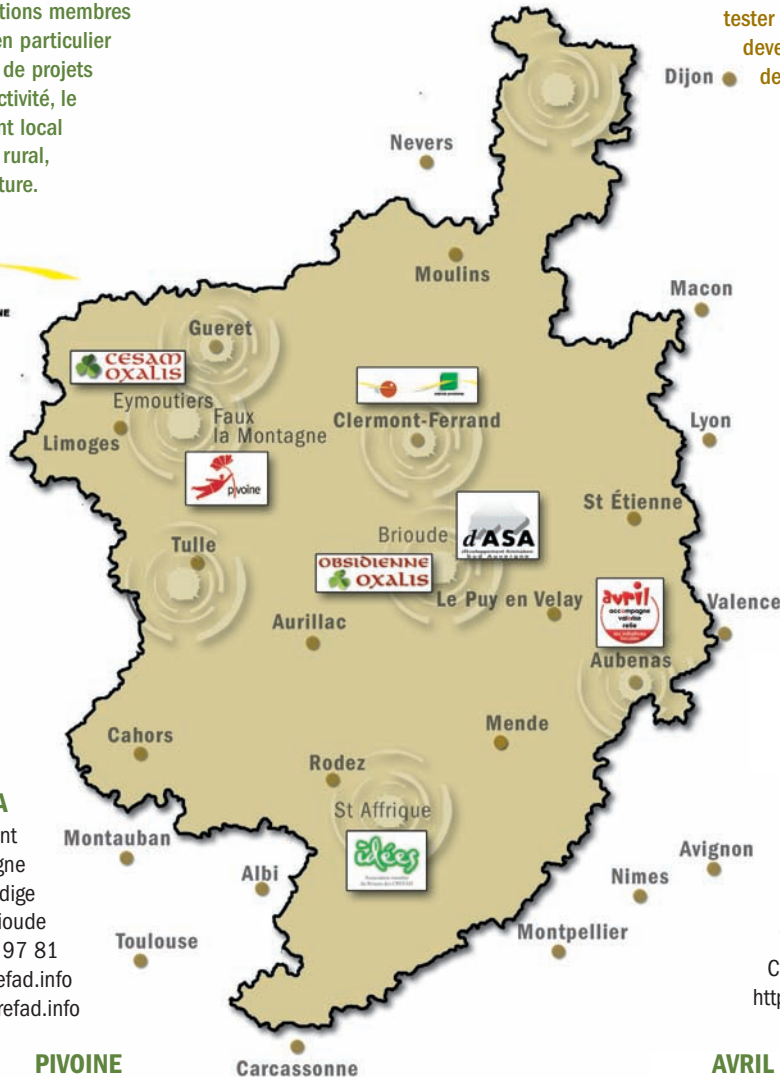
Obsidienne-Oxalis

Antenne de la coopérative d'activités Oxalis en Auvergne
« La Pardige », 53 rue de la Pardige
43100 Brioude
Tél. 04 71 74 97 81
Courriel : obsidienne@oxalis-scop.org
<http://www.oxalis-scop.org>



AVRIL

Accompagne Valorise Relie les Initiatives Locales
6-8 rue Georges Couderc
07200 Aubenas
Tél. 04 75 35 94 02
Courriel : association.avril@gmail.com



Directeur de publication : Marie-Anne LENAIN
Comité de rédaction : Charlotte SERVADIO, Catherine DURAY, Hélène RANNOU, Nelly DIDICK et Cécile SURVILLE
Photos : Aline FAYARD, Erwan Le CAPITAIN, Catherine DURAY, Cécile SURVILLE et Serge MEVREL
Maquette : Magali CHAMBE
Dépôt légal 2^e trimestre 2011

Opération soutenue par le FEDER et les régions Auvergne, Bourgogne, Limousin et Rhône-Alpes dans le cadre de la Convention Interrégionale Massif central 2007-2013

Projet « Accueillir et accompagner des porteurs de projets de création d'activités et d'entreprises complexes, atypiques et innovantes en Massif central »

